

JOAQUIM MUNS



© ELOI BONJOCH

AMADEU PETITBÒ PROFESSEUR D'ÉCONOMIE APPLIQUÉE UNIVERSITÉ DE BARCELONE

Ol me semble que cette entrevue tournera autour de trois grands thèmes sur lesquels le professeur Muns dispose d'une grande expérience et a donc beaucoup de choses à dire. Nous parlerons d'abord de l'enseignement de l'économie à l'université, puis de son passage à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international, et enfin nous aborderons certains problèmes qui concernent notre univers économique le plus proche : l'économie espagnole.



Je pense qu'en tant qu'universitaires et en tant qu'économistes nous sommes particulièrement concernés par un problème qui dérive des fortes discussions qui ont eu lieu dans le monde des analystes économiques surtout dans les années soixante-dix et au début des années quatre-vingt sur la validité ou la vanité de certaines approches. Dans le monde anglo-saxon se sont fait jour des opinions qui s'opposaient au points de vue strictement néoclassiques. Je pense surtout à l'école de Cambridge. Par ailleurs, des universités américaines en particulier, ont surgi de nouvelles façons d'envisager les problèmes qui rejoignaient les points de vue libéraux. Tout cela a permis une synthèse et une actualisation des présupposés néoclassiques, qui se fondent sur des principes un peu différents de ceux des années soixante-dix. J'aimerais donc connaître votre opinion sur l'état actuel de la science économique, non en tant que science abstraite mais surtout en tant que réponse à quelques-uns des graves problèmes face auxquels se trouve l'économie occidentale.

— *Il n'est pas facile de répondre à cette question. Elle est très profonde et très intéressante. J'essaierai d'y répondre le mieux possible. J'ai l'impression que la science économique, comme toute science sociale, est toujours étroitement liée au contexte qui l'entoure. Aujourd'hui, le changement radical que subit le contexte social fait que les grandes théories dont nous avons hérité d'un passé plus ou moins récent — les théories de Keynes, la pensée néoclassique, etc. — sont remises en question. Elles ne peuvent, en effet, répondre aux grands problèmes de notre époque. Pouvons-nous aujourd'hui élaborer un système qui nous permette de bien, ou plus ou moins bien, comprendre la réalité et, donc, de faire des prévisions qui soient raisonnablement fondées ? Je ne le pense pas ; c'est très difficile parce que la réalité sociale évolue à une vitesse et avec une in-*

tensité telle que nous n'avons pas le temps d'étayer ou de rendre nos idées cohérentes avec les réflexions sur la science économique. Je crois donc qu'il nous faudra vivre une période pendant laquelle nos conceptions ne pourront être suffisamment achevées ou suffisamment affirmées pour nous permettre d'appréhender la situation. Néanmoins, je pense que l'on peut dire que la pensée économique est particulièrement souple ; il y a une réponse. Par exemple, la théorie des perspectives, la théorie de l'offre, toutes ces théories qui s'efforcent de trouver des explications à ce qui se passe se sont succédées relativement rapidement ; on apporte une réponse, mais cette réponse n'arrive pas à s'insérer dans un corps de doctrine suffisamment valide pour interpréter les faits. Je crois qu'il nous manque effectivement un instrument qui nous permette d'interpréter la situation, mais je suis relativement optimiste parce que la science économique démontre actuellement une certaine maturité, ainsi qu'une faculté à évoluer rapidement. Elle n'est pas en phase avec la réalité, mais elle a cherché à s'y mettre. Je veux dire qu'elle n'a pas laissé tomber.

— Le problème vient peut-être aussi du fait que les statistiques qui nous servent de base arrivent en retard, et qu'elles ne sont pas adaptées aux systèmes analytiques que nous utilisons.

— *C'est vrai. Je crois que vous avez raison. Nous nous nourrissons de concepts, d'idées et de relations de causalité qui ont un peu vieilli. Souvent, par exemple,*

quand je lis un journal, je pense que nous vivons un peu de clichés. J'ai l'impression que nous devrions mieux relier, ou incorporer de façon plus complète, ce que nous pourrions appeler des phénomènes de psychologie de masse avec ce qu'est l'économie. L'analyse économique est trop rationnelle. Cela nous vient d'une époque pendant laquelle l'État dominait un certain nombre d'instruments économiques importants et où on supposait que le citoyen réagissait de façon rationnelle par rapport au système de répartition des ressources. On nous a enseigné la théorie du choix rationnel dans le cadre d'un manque de moyens. Aujourd'hui, les choses sont plus compliquées, et les marchés, qui sont terriblement imprévisibles, sont souvent mus par des attentes, des interprétations tout à fait subtiles, dominées par la désinformation, par une mauvaise interprétation, par l'exagération, la peur, etc. ; c'est-à-dire par des phénomènes irrationnels. Le mariage de tout cela avec une économie sociale ne peut être efficace. Il nous faut absolument trouver le moyen de permettre à l'économie d'intégrer ce bagage intellectuel, cette dimension particulière, tous ces phénomènes massivement sociologiques et psychologiques. Comment ? je crois que le prochain grand économiste, le prochain Keynes, sera l'homme qui aura su intégrer la psychologie de masses à l'économie traditionnelle.

— En outre, les choses se compliquent peut-être quand on passe d'un contexte national à un contexte international. Le contrôle sur ce qui se passe au delà des frontières est pratiquement impossible.

— *En effet. Tous les phénomènes dont j'ai parlé deviennent plus importants, plus erratiques, plus décisifs.*

— Actuellement, un problème se pose dans nos universités ; il s'agit d'un certain exode de professeurs qui ont accompli une tâche importante durant de nombreuses années. Notre réalité économique et politique s'est élargie et diversifiée, et des gens qui disposaient de bonnes connaissances et les dispensaient dans nos universités ont pris une décision : ils ont choisi d'autres lieux pour exprimer leurs idées et pour les appliquer. Pourquoi ? peut-être parce qu'il arrive un moment où on a envie d'élargir son horizon, ou par lassitude, parce que nos universités ont encore des objectifs trop limités...

— Il y a plusieurs raisons. En premier lieu, certaines matières ont besoin d'être de temps en temps confrontées à la réalité. Je suis professeur d'organisation économique internationale. L'organisation économique internationale n'est pas une chose abstraite ; c'est une réalité qui se développe chaque jour. Je vais donc régulièrement me confronter à cette réalité. Je me suis fait historien de mon pays. J'ai essayé de regarder l'économie à partir de différents points de vue et j'ai pensé qu'il fallait l'envisager en partant d'autres perspectives. Par ailleurs, nous sommes intellectuellement intéressés à l'enrichir d'un point de vue pédagogique par de nouveaux apports intellectuels. C'est le côté positif, mais il y a aussi un côté négatif : le peu d'attention qu'accorde l'université à ses intérêts intellectuels, aux façons d'appréhender la science et à sa diffusion. Je crois que notre université a de grandes faiblesses. Non, comme on l'entend, parce qu'il y a une massification, mais par manque d'enthousiasme, à cause de l'absence d'une certaine ambiance intellectuelle. Je me résigne à ce qu'il y ait absence de ressources ; il y a d'excellentes universités qui disposent de peu de moyens. Les ressources ne suffisent pas ; une université, c'est une ambiance, et une ambiance, c'est de l'enthousiasme, une effervescence. J'affirme que notre université est une université mal organisée, où on accepte que les gens échappent à des contrôles de qualité et qui n'est pas suffisamment confrontée au monde extérieur ; c'est l'un des secteurs les plus fermés du pays. Certains finissent donc par éprouver un sentiment d'asphyxie. Quand tous ces éléments s'accumulent, et que viennent s'y ajouter de profonds changements administratifs qui n'ont pas vraiment de raison d'être — comme cela s'est passé au cours de ces dernières années — il arrive un moment où on décide de changer de contexte intellectuel.

— Pensez-vous que les programmes européens qu'encouragent certaines universités — en particulier l'Université de Barcelone, pour laquelle vous accomplissez une tâche importante — peuvent aider à éviter ce climat d'asphyxie ?

— Je le pense. Il est évident que ces programmes sont synonymes d'ouverture. Cela sera difficile, et cela sera très souvent fait de façon mécanique, mais, de toutes manières, la tendance ne pourra aller que dans un sens favorable. Tous ces programmes, dans lesquels sont prévus des échanges et des moyens, sont très positifs.



Mais, ici, l'université est très fermée, elle étouffe. De nombreuses voies seront difficiles à ouvrir.

— Cette opinion est fondée. S'il est un économiste, professeur à l'université, qui dispose d'une grande expérience internationale, c'est précisément le professeur Muns ; une grande expérience dans des secteurs où il y a justement très peu d'Espagnols, et très peu de Catalans : par exemple dans l'univers de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. J'aimerais vous poser deux questions. D'abord, quelle fut votre tâche concrète, quelles furent vos responsabilités concrètes, qu'avez-vous réalisé au cours de votre passage à la Banque mondiale ? Ensuite, pourquoi y a-t-il si peu d'Espagnols et de Catalans dans ces organisations, qui ont pourtant une grande importance pour l'attribution d'aides internationales ?

— Je commencerai par la seconde : il y a peu d'Espagnols parce que l'Espagne est entrée en général trop tard dans ces organisations. Notre présence y est donc faible. Je crois que c'était la première fois qu'un effort conscient d'une certaine importance était fait pour être au moins présent sur la scène internationale.

Pour ce qui est de mes responsabilités à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international, je peux dire que dans ces deux organisations j'ai occupé le poste de directeur exécutif. Les directeurs exécutifs représentent des pays au conseil d'administration. Il y en a 22 pour 140 ou 150 pays, ce qui veut dire que chaque directeur

représente 6 ou 7 pays. Pour ma part, je représentais le Mexique, le Venezuela, l'Espagne, l'Amérique centrale, Panama... ; soit huit pays. Je devais représenter ces pays en étant l'intermédiaire entre l'organisation et eux, tout en défendant leurs intérêts. C'était un travail relativement technique, avec des normes de fonctionnement très pratiques. Je représentais ces pays et, en tant que membre du conseil d'administration, je supervisais le fonctionnement de l'organisation : fonctionnement administratif, fonctionnement politique, fonctionnement légal, etc. C'était un travail à la fois très intéressant et très important.

— Certaines personnes pensent que ces organisations ont tendance à agir de plus en plus en se fondant sur le marché, ce qui peut compromettre l'attribution de crédits à un certain nombre de pays du tiers-monde. À la lecture des rapports et en analysant les recommandations qui visent à permettre aux pays bénéficiaires de surmonter la situation critique dans laquelle ils se trouvent, on s'aperçoit qu'il n'est pas tenu compte des principaux problèmes de ces pays, et qu'en outre il s'agit de mesures très standardisées. On pourrait résumer ces mesures par : gel des salaires, contrôle de la balance commerciale et du déficit public, etc. À moyen terme, peut-être en cinq ou six ans, cela peut provoquer d'importants conflits sociaux. Dans quelle mesure cette opinion est-elle fondée ?

— Elle n'est qu'en partie fondée. Il est évident que le Fonds monétaire international a surtout une vision à court et moyen termes, donc conjoncturelle et non structurelle. Lorsque on dit : " Non, les problèmes de ces pays sont structurels ! ", on a raison ; néanmoins, il faut faire quelque chose avant d'obtenir des changements structurels. Si quelqu'un souffre d'une maladie nerveuse parce que son logement ne le satisfait pas, son médecin ne lui dira pas : " Retournez chez vous, et faites-y faire des travaux ". Il lui conseillera de se soigner d'abord, puis d'entreprendre des travaux. C'est un peu le problème qui se pose au Fonds. Le Fonds sait parfaitement qu'il y a des problèmes structurels, mais sa mission n'est pas de résoudre ces problèmes. Personne ne le lui a demandé. Les statuts du Fonds monétaire international lui imposent d'assurer une tâche d'assistance technique et de prévoir une subvention qui permettra de supporter la dette. Il est vrai — et il faut le recon-

naître — qu'il est de plus en plus difficile de supporter cette dette et de résoudre le problème du malade dont nous parlions plus haut, qui va voir le médecin sans entreprendre de travaux. Nous nous trouvons dans la situation du médecin qui guérit une personne qui retombera malade dès qu'elle rentrera chez elle. Pourtant les aspects conjoncturels et structurels sont de plus en plus liés. Le structurel est toujours plus puissant. Les bouleversements de l'économie internationale engendrent toujours plus de problèmes qui ont de plus en plus de répercussions à court et moyen termes ; et ces répercussions ont une incidence conjoncturelle plus importante. Je voudrais faire comprendre que le Fonds a bien des arguments à faire valoir ; il y a en effet quelque chose qui s'appelle la conjoncture, quelque chose qui s'appelle l'urgence et quelque chose qui s'appelle solution à court et moyen termes. Il est vrai, néanmoins, qu'il est plus facile d'agir en se fondant sur plus d'un point de vue. On finira ainsi par arriver à une synthèse qui débouchera peut-être sur une action commune au Fonds et à la Banque mondiale, et donc sur un soutien à des interventions plus complètes. Et cela ne concernera pas seulement le Fonds et la Banque mondiale, mais aussi les gouvernements, les banques commerciales, etc. La situation sera certainement si complexe et insaisissable que les organisations en cause ne suffiront pas, et qu'il faudra faire appel à des organismes plus engagés ; néanmoins, cela permettra un débat plus large. Il est en effet chaque fois plus difficile au Fonds d'agir seul pour résoudre les problèmes.

— De toutes façons, certains pays parmi les moins développés auront des problèmes pour engager un processus de croissance. Je pense, par exemple, à l'Éthiopie.

— Il est de plus en plus évident que le Fonds reste nécessaire, mais qu'il ne suffit pas. Il est nécessaire dans la mesure où il introduit une rationalité économique ; le Fonds est une grande machine de rationalité économique. Cependant, il est un peu comme quelqu'un qui rentrerait dans une maison et dirait : " Je mettrai de l'ordre dans cette maison. D'abord, nous la réaménagerons pour qu'on puisse s'y déplacer avec aisance, pour voir ce qui y manque, etc. " En fait, il n'y a rien à réaménager car la maison est vide. Il est pourtant évident qu'une mise en ordre, une rationalisation, est obligatoire. Je pense qu'il y a toujours matière à rationalisation, et dans



le cas contraire il faut chercher ce qui peut être apporté. Ce qui est impossible, c'est de faire des modifications structurelles s'il n'existe pas de rationalisation préalable. C'est-à-dire que si les ressources sont mal gérées, si la politique des prix n'est pas rationnelle, si la politique de crédit n'est pas adaptée à la structure de base de l'économie, si l'ensemble de la politique financière est inadéquate, toutes les tentatives seront vouées à l'échec. Plusieurs pays sont partis de très bas, mais ils ont rationalisé leur économie. Les deux types d'intervention sont donc importants ; changer la structure ne suffit pas, mais cela permet un développement économique et donc une obtention de ressources. Le problème fondamental, c'est celui de la gestion rationnelle des ressources, et c'est ce dont se préoccupe le Fonds.

— Venons-en à l'économie espagnole. Ces dernières années, un grand effort a été fait pour en finir avec certaines politiques irrationnelles. Tout semble indiquer qu'il a fallu affronter des difficultés relativement complexes, touchant par exemple à la reconversion industrielle. Certains problèmes demeurent, nous avons ainsi le taux de chômage le plus élevé d'Europe. Récemment, les syndicats ont manifesté un certain mécontentement, etc. Par ailleurs, nous avons retrouvé le chemin de la croissance ; nous avons même obtenu des taux de croissance réellement spectaculaires, ce qui était difficile à imaginer il y a seulement cinq ans. Pourtant, cette croissance a fait apparaître un certain nombre de faiblesses dans le processus de croissance de

l'économie. Ces faiblesses ont probablement un rapport avec les changements intervenus dans la politique de répartition des revenus de l'impôt. Que pensez-vous de cette situation, et quelles en sont les débouchés dans un futur immédiat ?

— Je suis en grande partie d'accord avec votre analyse. L'économie espagnole est en effet engagée dans un processus d'assainissement. Ce processus est assez profond, et d'éminents observateurs étrangers l'ont jugé positif. Cependant, comme toujours, il faut à la fois vaincre et convaincre ; et c'est peut-être pour convaincre qu'il y a eu le plus de problèmes. C'est regrettable, car le résultat d'efforts considérables peut être ainsi gâché. Que veut dire convaincre ? Cela veut dire savoir bien vendre le produit, impliquer les gens physiquement, spirituellement et psychologiquement ; savoir combiner dureté et persuasion ; savoir vendre et acheter ; savoir être fort et modeste ; savoir expliquer et donner l'exemple. C'est toutes sortes de combinaisons qui n'ont certainement jamais été réalisées. Je pense que nous avons vaincu — la validité de notre politique économique est reconnue dans le monde entier — mais nous n'avons convaincu ni les gens qui se trouvent confrontés aux difficultés de chaque jour, ni les syndicats, etc. La situation peut être redressée ; le gouvernement a raison de souhaiter continuer à donner une impression de sérieux, mais cela n'est pas incompatible avec certaines concessions, certaines retouches. Tout budget laisse une marge de manœuvre et je crois qu'un certain nombre d'adaptations sont possibles. L'économie espagnole traverse une période favorable. Elle peut supporter certaines révisions sans cesser de donner une impression de sérieux, de fermeté. Il faut trouver le juste milieu, il existe, mais si les gens, les groupes sociaux, le gouvernement, qui que ce soit, s'obstine à adopter des positions maximalistes, nous pourrions nous engager dans un processus de confrontation générale.

Cet entretien pourrait durer plusieurs heures. La conversation est fluide, parsemée d'exemples et de pensées personnelles. Le professeur Muns a une connaissance peu commune des problèmes économiques et internationaux. C'est pour cela que l'on retrouve dans cet entretien certains aspects du discours universitaire : rigueur, sérieux, analyse, connaissance des faits, expérience personnelle, lecture et réflexion. ■